

On étudie à la maison, les écoles étant fermées à cause du coronavirus.
Rwanda

Crédit : UNICEF/Kanobana



CHAPITRE SPÉCIAL :

soutenir les systèmes éducatifs
pour répondre à la COVID-19

CHAPITRE SPÉCIAL : SOUTENIR LES SYSTÈMES ÉDUCATIFS POUR RÉPONDRE À LA COVID-19

Alors que la planète peine à faire face aux innombrables situations d'urgence provoquées par la COVID-19, les conséquences de la pandémie dans le domaine de l'éducation ne sauraient être sous-estimées. La pandémie est à l'origine de la crise la plus grave de notre ère dans le secteur, plus encore dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

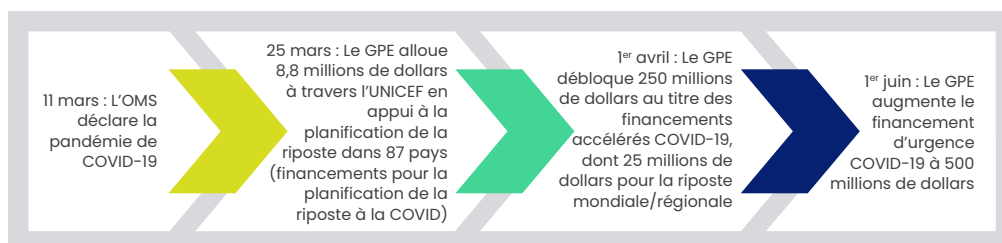
Les mesures de confinement imposées à l'échelle mondiale ont entraîné la fermeture des écoles dans bon nombre de pays partenaires du GPE, ce qui devrait occasionner des pertes d'apprentissage et augmenter les taux d'abandon scolaire. Les plus touchés sont les enfants défavorisés, particulièrement les filles, les enfants handicapés, les enfants des zones reculées ou de familles démunies ainsi que les réfugiés et les enfants déplacés. Les enfants des pays partenaires touchés par la fragilité et les conflits (PPFC) sont susceptibles de prendre encore plus de retard parce qu'ils ont généralement moins accès aux enseignements à distance. La COVID-19 poursuivant sa progression, certaines des familles les plus vulnérables peuvent perdre l'espoir de voir leurs enfants rattraper les apprentissages perdus, alors même que les conséquences sanitaires et économiques de la pandémie poussent précocement les enfants vers le travail et le mariage. En clair, des millions d'enfants risquent de ne jamais retourner à l'école.

Dès le début de la crise en mars 2020, le GPE a annoncé de nouveaux financements destinés à aider les pays à planifier et exécuter leur riposte à la COVID-19 dans le domaine de l'éducation. S'appuyant sur tous les partenaires, le GPE a activé le partage des connaissances transnational, prêté soutien à la société civile et engagé un effort de sensibilisation mondial dans le but d'aider les pays à planifier et mettre en œuvre des ripostes efficaces. Ce chapitre spécial complète le rapport sur les résultats ordinaire du GPE en donnant un aperçu des financements et autres mesures prises pour doter les pays des moyens de réagir face à la crise. L'évaluation de l'appui apporté par le GPE en réponse à la COVID-19 est aussi en cours.

FIGURE A. 1.

LE GPE A RÉAGI TRÈS TÔT À LA PANDÉMIE.

Calendrier du déploiement de l'aide du GPE face à la COVID-19



Source : Secrétariat du GPE.

Les requêtes de financement au titre du guichet de financement accéléré de la riposte à la COVID-19 devaient se fonder sur les plans de riposte nationaux, dont bon nombre avaient été élaborés grâce aux financements pour la planification des ripostes à la COVID-19 du GPE.^a Les fonds du GPE devaient aussi être complétés par des ressources émanant d'autres sources d'aide face à la COVID-19. De surcroît, la priorité devait être d'atteindre les populations vulnérables, notamment les filles, les enfants handicapés, pauvres ou déplacés, qui sont les plus susceptibles de prendre davantage de retard durant la pandémie. Le groupe local des partenaires de l'éducation dans chaque pays est censé participer activement aux activités diverses menées le long du cycle du financement accéléré, du choix de l'agent partenaire au suivi du financement en passant par l'endossement de la proposition.

a. « À la demande du Conseil du GPE, les requêtes doivent clairement mettre en évidence le lien avec le plan de réponse et préciser l'utilité de ces financements, la capacité à les utiliser dans le délai de mise en œuvre et l'accent mis sur les plus vulnérables ». GPE, *Directives relatives au guichet de financement accéléré de la riposte au COVID-19* (Washington : Partenariat mondial pour l'éducation, avril 2020), <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-11-GPE-guide-financement-COVID-19.pdf>.

A.1. APERÇU DE LA RÉPONSE DU GPE À LA CRISE DE COVID-19

Après la déclaration de la pandémie de COVID-19, le GPE s'est mobilisé pour y apporter une réponse coordonnée et fournir des financements aux pays partenaires en vue de la planification et de la mise en œuvre de leur riposte face à la crise (voir **figure A.1**, **encadré A.1** et **annexe E**). À ce jour, le GPE a mobilisé 509 millions de dollars, dans le cadre de ce qui apparaît comme l'un des programmes d'aide extérieure le plus rapide et le plus important dédié à l'éducation en réponse à la pandémie (**figure A.2**).

Dans les deux semaines qui ont suivi la déclaration de la pandémie de COVID-19 en mars 2020, le GPE a apporté sans tarder son soutien pour faire face à la situation d'urgence et planifier la riposte sous la forme d'une allocation multinationale de 8,8 millions de dollars¹ à 87 pays partenaires et pays éligibles, administrée par l'UNICEF, l'agent partenaire². Au 1^{er} avril 2020, le GPE avait mobilisé un premier montant

de 250 millions de dollars en faveur de 67 pays partenaires éligibles par le biais d'un nouveau guichet de financement accéléré consacré spécialement à la riposte à la COVID-19 et aux mesures de relèvement, dont 25 millions de dollars pour les réponses mondiales ou régionales à la crise³. Au 1^{er} juin 2020, un montant supplémentaire de 250 millions de dollars était mis à disposition pour répondre à la forte demande des pays⁴.

A.2. FINANCEMENTS POUR LA PLANIFICATION DE LA RIPOSTE À LA COVID-19

Dans le cadre des financements pour la planification de la riposte à la COVID-19⁵, chaque pays a reçu une allocation de 70 000 dollars ou 140 000 dollars afin de financer des interventions dans trois grands domaines⁶ : 1) renforcer la réponse à la pandémie au niveau du système éducatif, 2) apporter un appui à la planification et la mise en œuvre

1. 8,2 millions de dollars sans la commission de l'agent partenaire.

2. Voir le communiqué de presse du GPE intitulé : « Le Partenariat mondial pour l'éducation annonce un financement de 8,8 millions de dollars pour aider l'UNICEF dans sa réponse au COVID-19 », du 25 mars 2020, <https://www.globalpartnership.org/fr/news/le-partenariat-mondial-pour-leducation-annonce-un-financement-de-9-millions-pour-aider-lunicef>.

3. Les pays éligibles au financement accéléré COVID-19 sont ceux qui sont admis à bénéficier du financement pour la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation, suivant la liste établie par le GPE pour la période 2018-2020.

4. Cette décision a été motivée par le grand nombre de pays sollicitant les financements COVID-19 du GPE et les effets manifestement positifs de l'effort concerté engagé par les pays partenaires, les agents partenaires et les groupes locaux des partenaires de l'éducation pour élaborer des plans de riposte nationaux et s'y aligner tous. Cette allocation supplémentaire a permis aux pays éligibles qui ne l'avaient pas encore fait de solliciter un financement accéléré dans le respect des critères fixés, principalement liés aux montants maximums alloués, au délai de dépôt des requêtes et à l'élaboration d'un plan national de riposte à la COVID dans le secteur de l'éducation. Certes, le Conseil a rendu ce financement supplémentaire possible grâce aux ajustements effectués dans les montants des autres guichets de financement et aux fonds reportés. Mais il a aussi relevé le fait, important, que les bailleurs de fonds aient pleinement honoré les engagements pris et les a invités (bailleurs traditionnels comme nouveaux) à contribuer davantage. Voir GPE, « Décision sur le guichet de financement COVID-19 » (réunion du Conseil d'administration du 29 mai 2020), <https://www.globalpartnership.org/fr/content/decision-sur-le-guichet-de-financement-covid-19-mai-2020>. Des contributions supplémentaires au guichet de financement du GPE pour la riposte à la COVID-19 sont venues des pays donateurs suivants : Allemagne (25 millions d'euros), Finlande (2 millions d'euros) et Suède (14 millions de SEK).

5. Quatre-vingt-sept pays ont reçu des financements pour la planification de la riposte à la COVID-19 : 74 pays partenaires et 13 pays éligibles (pas encore considérés comme des partenaires) au moment de la requête. De même, il convient de noter que le Conseil d'administration a élargi l'éligibilité au partenariat à 90 pays au total (les pays partenaires actuels compris) à compter de février 2021. Voir GPE, « Décisions finales » (réunion du Conseil d'administration, 30 novembre – 3 décembre 2020, BOD/2020/11/12-04), <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-12-GPE-decisions-conseil.pdf>.

6. Les plus grosses allocations sont données aux pays abritant une population plus importante et dotés de systèmes éducatifs plus décentralisés (qui demandent des processus de mobilisation plus importants).

FIGURE A.2.

L'ENSEMBLE DES FINANCEMENTS SPÉCIAUX DU GPE DONNENT AUX PAYS LES MOYENS DE RIPOSTER À LA COVID-19.

Financements COVID-19 par montant, couverture et objet

FINANCEMENTS POUR LA PLANIFICATION DE LA RIPOSTE À LA COVID-19

- > **8,8 millions de dollars**
- > **87 pays partenaires et éligibles**
- > **Agent partenaire : UNICEF**
- > Réponse coordonnée du secteur de l'éducation à la pandémie ; communication sur les opérations de sécurisation des écoles ; partage des connaissances et renforcement des capacités pour la riposte en cours et les pandémies futures

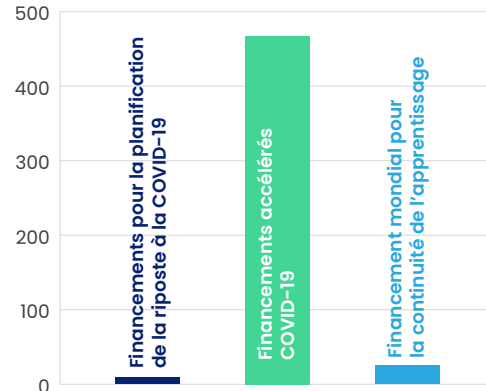
FINANCEMENTS ACCÉLÉRÉS COVID-19

- > **467 millions de dollars**
- > **66 pays partenaires**
- > **Agents partenaires : divers**
- > Mise en œuvre de stratégies nationales coordonnées d'atténuation des effets de la COVID-19 et de relèvement du secteur de l'éducation conformes aux priorités gouvernementales

FINANCEMENT MONDIAL POUR LA CONTINUITÉ DE L'APPRENTISSAGE

- > **25 millions de dollars**
- > **48 pays partenaires pilotes, biens mondiaux en cours d'élaboration**
- > **Agents partenaires : UNESCO, UNICEF et Banque mondiale**
- > Coordination mondiale et régionale ; continuité de l'apprentissage à grande échelle pour les plus marginalisés ; et suivi, données factuelles, apprentissage et préparation aux situations d'urgence futures

FINANCEMENTS COVID-19 (DE DOLLARS)



de la sécurisation des écoles et assurer la communication sur les risques, et 3) accroître le partage des connaissances et le renforcement des capacités aussi bien pour la riposte en cours que pour les pandémies futures. La période de mise en œuvre de ces financements s'étendait de mars 2020 à mars 2021. Le fait d'adopter un mécanisme multinational⁷ pour ces financements a permis au GPE de mobiliser et décaisser les fonds rapidement sur le terrain dans un grand nombre de pays, de sorte que tous les pays partenaires ont reçu des ressources du GPE. Grâce au soutien des groupes locaux des partenaires de l'éducation et de l'UNICEF (l'agent partenaire), les gouvernements ont synchronisé la planification des interventions, déterminant les activités présentant la plus grande valeur ajoutée à l'échelon du pays, tandis qu'à l'échelle régionale, l'UNICEF a accompagné le recensement des initiatives profitant à tous les pays de la région, particulièrement dans les domaines de l'appui

technique, des achats, de la gestion des connaissances et du développement des capacités.

Ce mécanisme de financement s'est fondé sur un processus simplifié et centré sur la coordination afin de répondre à la crise dans une démarche ponctuelle et alignée. Il ressort de l'enquête d'août 2020 menée par les bureaux de pays de l'UNICEF dans l'ensemble des 87 pays bénéficiaires que les activités financées sont étroitement alignées sur les objectifs et le but initial des financements pour la planification. L'examen des activités menées montre aussi que la planification des ripostes nationales consistait notamment à définir les solutions envisageables pour répondre aux besoins immédiats par rapport aux besoins à long terme, utiliser les données factuelles, rendre la riposte équitable et son processus inclusif (voir l'encadré A.2)⁸.

7. Les financements pour la planification alloués par le biais de l'UNICEF ont permis au GPE de toucher tous les pays partenaires.

8. L'analyse est basée sur les observations qualitatives recueillies par les bureaux de pays de l'UNICEF dans une enquête ciblant les 87 pays ayant reçu des financements pour la planification de la riposte à la COVID-19. Les données finales de l'enquête datent d'août 2020. Voir *UNICEF's COVID-19 National Responses in Education: UNICEF Global Tracker*. L'encadré A.2 présente les données sur les trois catégories d'activités les plus couramment menées par les pays ayant bénéficié de financements pour la planification de la riposte à la COVID.

PLANIFICATION DE LA RIPOSTE À L'ÉCHELON NATIONAL OU INFRANATIONAL

Outre l'élaboration du plan de riposte, les pays ont consacré leurs financements pour la planification à la mise en place de mécanismes de coordination adéquats entre les différents groupes d'acteurs dans le secteur éducatif et au-delà (Guinée, Indonésie, Rwanda et Sierra Leone, par exemple), ou à des évaluations rapides des besoins liés à la COVID-19 afin de guider le processus de planification nationale (Ghana, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Tadjikistan et Togo, entre autres).

58 PAYS

PLANIFICATION ET MISE EN ŒUVRE D'OPÉRATIONS DE SÉCURISATION DES ÉCOLES

En ce qui concerne les opérations de sécurisation des établissements scolaires, les pays ont consacré leurs financements pour la planification à la préparation de protocoles en vue d'une réouverture sans risque des écoles (par exemple, Dominique, Grenade, Honduras, Sierra Leone, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines). Des pays comme le Nigéria et le Tchad ont aussi prévu de fournir aux établissements scolaires du matériel pour la prévention et pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). Dans le cadre de la planification du relèvement et de la réouverture des écoles, certains pays ont conçu des plans pour rouvrir des « écoles meilleures ». Par exemple au Viet Nam, la nouvelle initiative *Opening Up Better Schools* (ouvrir de meilleurs établissements scolaires) intègre des aspects liés à la violence sexiste. L'Indonésie aussi a préparé des possibilités d'accélération de l'apprentissage.

39 PAYS

PRÉPARATION DE SYSTÈMES DE PRESTATION DES SERVICES D'ÉDUCATION DE SUBSTITUTION

Les pays ont utilisé les financements destinés à la planification pour préparer de nouvelles plateformes d'apprentissage à distance en ligne, par la télé et la radio (par exemple, la République kirghize, les Samoa, le Soudan et le Tadjikistan), en mobilisant souvent les médias sociaux. Il a été prévu d'élaborer de nouveaux contenus pour l'apprentissage à distance (par exemple, le programme en ligne « Mon école à la maison » en Côte d'Ivoire), souvent en plusieurs langues (notamment des programmes radio pour l'éducation multilingue de la petite enfance, la traduction en langue des signes des vidéos de leçons au Cambodge). Certains pays ont axé leur assistance sur le soutien direct et ciblé des enfants les plus vulnérables en matière d'apprentissage. Il s'agissait notamment des enfants handicapés (République kirghize et Ukraine) ou des enfants des zones rurales ou ayant un accès limité aux plateformes numériques, à la télé ou la radio (par exemple, documents d'apprentissage imprimés au Cameroun, à El Salvador, au Sri Lanka et au Soudan ; accès à des appareils en Dominique et au Libéria).

60 PAYS

A.3. FINANCEMENTS ACCÉLÉRÉS COVID-19

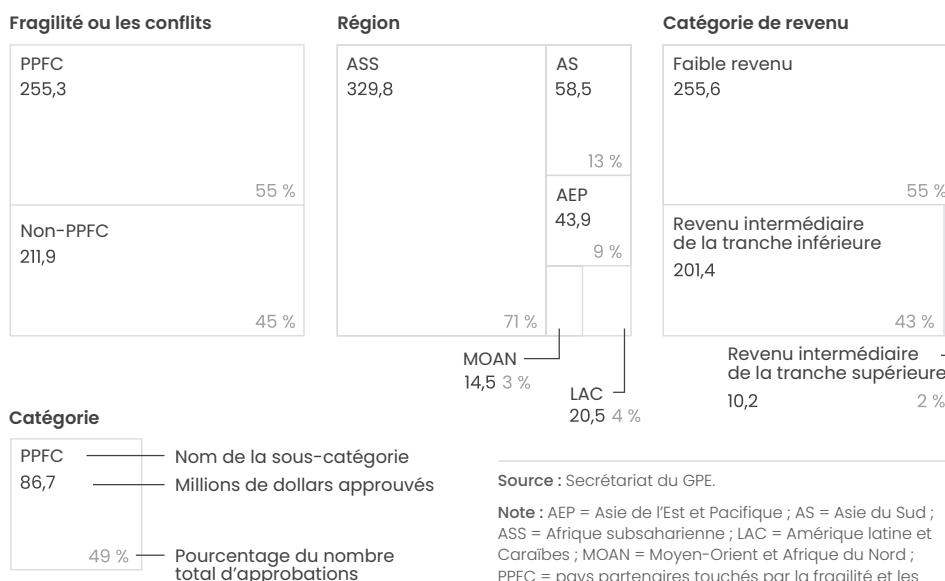
Pour aider les pays partenaires à atténuer les effets de la pandémie sur les acquis scolaires des enfants et à renforcer la résilience des systèmes éducatifs, le GPE a accordé des financements accélérés COVID-19 d'une valeur de 467 millions de dollars à 66 pays partenaires. Ces financements, dont le montant varie de 0,75 à 20 millions de dollars, aident les pays concernés à mettre en œuvre des stratégies d'atténuation

et de relèvement coordonnées en cohérence avec les priorités gouvernementales, sur une période de 12 à 18 mois. Voir à l'encadré A.1 de façon plus détaillée comment les financements accélérés COVID-19 complètent les autres interventions menées par les pays, ainsi que la priorité que ces financements donnent aux enfants marginalisés. Le processus d'approbation adopté pour les financements accélérés COVID-19 a permis de fournir rapidement de l'aide aux pays qui en avaient le plus besoin.

FIGURE A.3.

UNE PART IMPORTANTE DES FINANCEMENTS ACCÉLÉRÉS COVID-19 A ÉTÉ ALLOUÉE AUX PAYS ET RÉGIONS DANS LESQUELS LES PERTES D'APPRENTISSAGE LIÉES À LA COVID POURRAIENT ÊTRE LES PLUS IMPORTANTES.

Distribution des financements accélérés COVID-19 par revenu, PPFC ou non et région (en millions de dollars)



Source : Secrétariat du GPE.

Note : AEP = Asie de l'Est et Pacifique ; AS = Asie du Sud ; ASS = Afrique subsaharienne ; LAC = Amérique latine et Caraïbes ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PPFC = pays partenaires touchés par la fragilité et les conflits. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure partenaires du GPE se retrouvent surtout parmi les petits États insulaires et les pays sans littoral en développement.

PROCESSUS DE REQUÊTE ET D'APPROBATION

Conscient de la nécessité de réagir sans tarder dès le début de la pandémie⁹, le GPE a simplifié le processus de requête, d'examen et d'approbation des financements, spécialement pour les besoins de ce guichet, pour que les financements puissent être approuvés et décaissés rapidement¹⁰. Après la publication des directives relatives à ce guichet en mi-avril 2020¹¹, 78 % des pays éligibles (52 sur 67) avaient soumis leurs requêtes à la fin du mois de mai¹². Les propositions de financement étaient approuvées dans un

délai de 32 jours en moyenne suivant le dépôt du dossier de requête au Secrétariat¹³.

Au total, 41 des 66 financements approuvés (62 %) ont commencé à être exécutés dans le mois suivant leur approbation comme prévu pour ce guichet de financement¹⁴. C'est un délai bien plus court que pour les financements de mise en œuvre ordinaires, dont l'exécution démarre en moyenne 5,3 mois après leur approbation¹⁵. Toutefois, ce délai a dépassé 100 jours pour 12 financements accélérés COVID-19¹⁶, en raison principalement de facteurs externes

9. GPE, « Riposte d'urgence à la COVID-19 » (réunion du Conseil d'administration, 31 mars 2020, BOD/2020/03 DOC 02), [https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/BOD-2020-03-DOC %20202 %20- %20GPE %20COVID-19 %20Response-FR.pdf](https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/BOD-2020-03-DOC%20202%20-%20GPE%20COVID-19%20Response-FR.pdf).

10. Pour comprendre comment le processus a été simplifié et accéléré, voir le *Rapport de situation sur les financements 2020* du GPE (Washington : Partenariat mondial pour l'éducation, 2020) <https://www.globalpartnership.org/fr/content/rapport-de-situation-sur-les-financements-2020-novembredecembre-2020>.

11. GPE, *Directives relatives au guichet de financement accéléré de la riposte au COVID-19* (Washington : Partenariat mondial pour l'éducation, 2020), <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-11-GPE-guide-financement-COVID-19.pdf>.

12. Les requêtes de financement étaient examinées et approuvées dans l'ordre de réception.

13. Les financements accélérés ordinaires ont un délai d'approbation de 54 jours environ, en moyenne. Les délais ont ainsi pu être raccourcis grâce à la délégation du pouvoir d'approbation des financements à la directrice générale du GPE et à la simplification du processus d'examen mené par le Secrétariat.

14. Les financements accélérés COVID-19 sont censés entrer en vigueur dans le mois suivant leur approbation par le GPE. Cela fait partie des normes du programme pour l'évaluation des propositions de financement. GPE, *Directives relatives au guichet de financement accéléré de la riposte au COVID-19*.

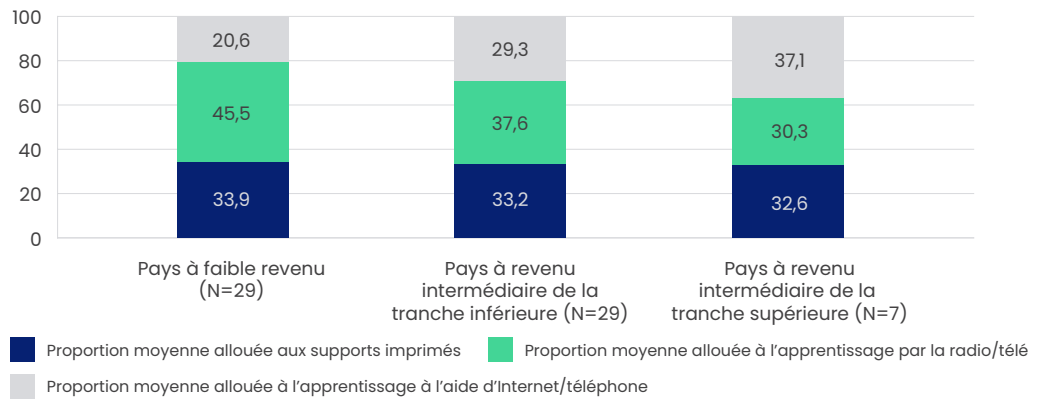
15. Moyenne de l'ensemble des financements approuvés entre 2016 et 2020, sauf ceux dont l'approbation était attendue en décembre 2020. Il convient de noter que le délai entre la date d'approbation et la date de démarrage varie grandement d'un financement à l'autre et dépend de nombreux facteurs, comme l'agent partenaire ou les conditions que les pays pourraient avoir à remplir avant le début de l'exécution d'un financement.

16. Bangladesh, Burkina Faso, Éthiopie, Madagascar, Mali, Népal, Pakistan, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Tonga et Yémen.

FIGURE A.4.

LES PAYS À FAIBLE REVENU UTILISENT PRINCIPALEMENT LA RADIO, LA TÉLÉVISION ET LES DOCUMENTS PAPIER POUR ASSURER L'APPRENTISSAGE À DISTANCE.

Proportion moyenne allouée aux différentes modalités d'apprentissage à distance, par catégorie de revenu



Source : Secrétariat du GPE.

Note : Ce chiffre comprend 65 financements dont un certain montant a été consacré à l'apprentissage à distance.

comme le changement ou l'absence des responsables ministériels clés¹⁷.

PAYS COUVERTS

Une part importante des financements accélérés COVID-19 est allouée aux pays et régions les plus touchés par les fermetures d'écoles du fait de la pandémie (figure A.3). Plus de la moitié (55 %) du volume total des financements accélérés COVID-19 a été allouée aux PPFC, qui abritent 60 % des enfants déscolarisés par la pandémie¹⁸. Selon les prévisions de l'UNESCO¹⁹, des proportions importantes d'élèves susceptibles de ne pas retourner à l'école en raison de la pandémie se trouvent en Asie du Sud et de l'Ouest ainsi qu'en Afrique subsaharienne²⁰. Ces régions recevront 83 % des financements accélérés, soit 388 millions de dollars. D'après les mêmes prévisions, les pays à faible revenu

pourraient plus que d'autres voir augmenter le nombre d'élèves susceptibles de décrocher à cause de la COVID-19. Le GPE a alloué 55 % de ses financements accélérés COVID-19, soit 256 millions de dollars, à des pays à faible revenu. Le reste des financements est dirigé vers les pays à revenu intermédiaire des tranches inférieure et supérieure²¹.

ALIGNEMENT SUR LES BUTS STRATÉGIQUES DU PLAN STRATÉGIQUE GPE 2020

Les financements accélérés COVID-19 promeuvent les trois buts stratégiques du Plan stratégique GPE 2020 : la qualité des apprentissages, l'équité et le renforcement des systèmes. Trente-six pour cent des financements soutiennent la qualité des apprentissages (162 millions de dollars au total), 40 % soutiennent l'équité (180 millions de dollars) et 24 % soutiennent le renforcement

17. Dans certains pays, les retards étaient dus aux procédures d'approbation internes des agents partenaires et à la capacité de ces derniers à démarrer l'exécution d'un financement dans un contexte d'urgence. L'impact de ces retards a été atténué en ce qui concerne certains financements gérés par la Banque mondiale grâce au recours à un accord de financement rétroactif permettant aux pays de lancer certaines activités avant la date de démarrage officielle du financement accéléré COVID-19.

18. Calculé par le Secrétariat du GPE sur la base de la carte des établissements scolaires fermés à cause de la COVID-19 dressée par la Banque mondiale et des données de l'ISU sur les inscriptions à l'école.

19. UNESCO, « How Many Students Are at Risk of Not Returning to School? » (Document de sensibilisation, UNESCO, Paris, 30 juillet 2020), <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373992>.

20. Quelque 6,9 millions d'enfants du préscolaire au premier cycle du secondaire (2,8 millions d'enfants en Asie du Sud et de l'Ouest et 4,1 millions en Afrique subsaharienne) pourraient ne pas retourner à l'école, ce qui représente 60 % des enfants susceptibles de ne pas regagner l'école à ces niveaux d'études dans le monde.

21. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure sont pour la plupart les petits États insulaires et les pays sans littoral en développement partenaires du GPE.

des systèmes (109 millions de dollars)²². L'annexe D présente en détail les allocations des financements COVID-19 par domaine thématique, tandis que l'annexe E revient de façon approfondie sur les ripostes des pays par thème²³.

Des résultats d'apprentissage équitables – les financements accélérés COVID-19 soutiennent toute une série d'activités concernant l'apprentissage, comme l'apprentissage à distance, le perfectionnement des enseignants et l'apprentissage accéléré. À titre d'exemple, pour favoriser la continuité de l'apprentissage durant les fermetures d'écoles, tous les pays ayant bénéficié des financements accélérés COVID-19 (sauf un)²⁴ promeuvent des activités liées à l'apprentissage. D'une manière générale, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont tendance à allouer plus de ressources aux modalités d'apprentissage à distance utilisant l'Internet ou le téléphone, tandis que les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à faible revenu semblent investir davantage dans les programmes radio et télé et les documents papier (figure A.4). Pour prêter assistance aux enseignants pendant et après les fermetures d'écoles, un montant total de 36,5 millions de dollars a été consacré aux activités de perfectionnement des enseignants, notamment la formation aux stratégies d'enseignement à distance, l'aide psychosociale et à la santé mentale ainsi que la formation à l'identification des lacunes en matière d'apprentissage et à la mise en œuvre de leçons de rattrapage à la réouverture des établissements scolaires. Dans certains pays, le financement accéléré COVID-19 aide aussi à renforcer les systèmes d'évaluation des acquis scolaires²⁵. Au total, 7,5 millions de dollars ont été consacrés à ce domaine, y compris aux évaluations formatives durant les fermetures d'écoles et à la réalisation ou l'adaptation d'évaluations nationales après la réouverture des écoles.

Équité, égalité des genres et inclusion dans l'accès à l'éducation – tous les financements accélérés COVID-19 prévoient un soutien à l'amélioration de l'équité et à la lutte contre les disparités spécifiques relevées dans le contexte de chaque pays. Plus particulièrement, un montant total

de 98 millions de dollars est destiné à apporter un soutien ciblé aux enfants marginalisés. Au Soudan par exemple, le financement vise à protéger les enfants vulnérables – surtout les filles – des sévices sexuels, de la violence et des grossesses en se servant de la technologie pour diffuser des messages sur la santé. Il vise aussi à améliorer la protection des enfants en encourageant les parents à participer à l'apprentissage à distance, et à garantir la sécurité à l'école lorsque les élèves y déposent leurs copies²⁶. En Zambie, les enfants ayant des besoins éducatifs particuliers reçoivent des tablettes adaptées pour accéder à l'apprentissage à distance comme leurs camarades²⁷. Au total, 14 financements permettent aussi de soutenir les réfugiés ou les déplacés internes, par exemple par des activités d'alphabétisation supplémentaires au profit des élèves réfugiés²⁸. Pour garantir que les enfants reprennent le chemin de l'école lorsqu'ils pourront y retourner en toute sécurité, les financements permettent d'apporter un soutien ciblé aux enfants vulnérables au moyen des repas scolaires, des transferts monétaires et des aides en nature.

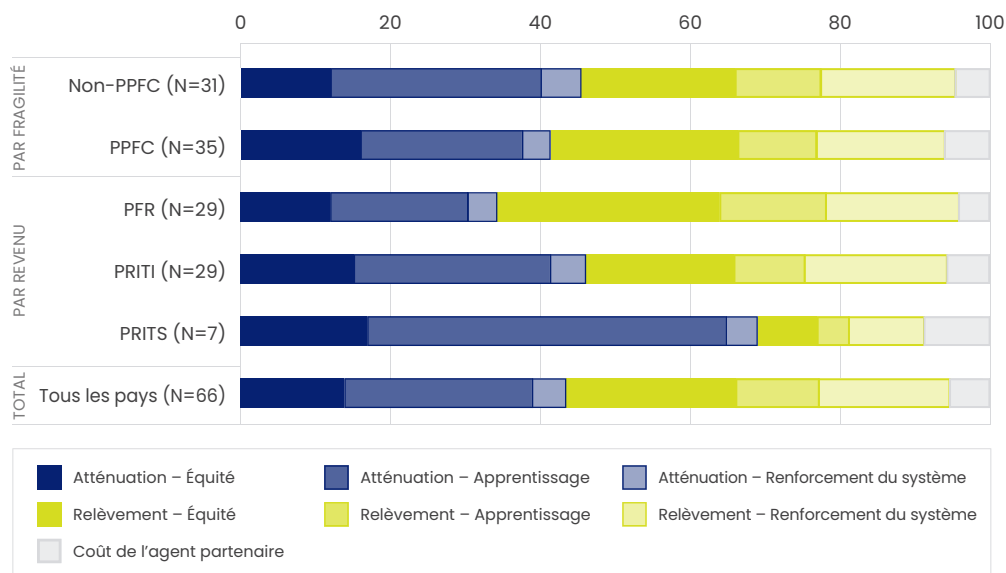
Des systèmes d'éducation efficaces – Afin de réduire au minimum les décrochages scolaires, les financements accélérés COVID-19 du GPE aident les pays partenaires à préparer les établissements à une réouverture sans risque. Ils financent en général la construction d'installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), la désinfection et la stérilisation des salles de classe ainsi que l'élaboration de directives pour une réouverture en toute sécurité. Des campagnes de retour à l'école sont prévues dans 79 % des financements (52 sur 66). Les pays prennent aussi diverses mesures pour fournir des programmes de rattrapage aux élèves susceptibles de redoubler²⁹. Afin de répondre au besoin de disposer de données appropriées pour relever les défis posés par la pandémie dans le secteur de l'éducation, 1,3 million de dollars au titre des financements accélérés COVID-19 a été alloué aux activités de renforcement des systèmes de données dans les pays partenaires.

-
22. Sur la base des derniers documents de programme datant de mars 2020. Aucun nouveau financement ne sera octroyé au titre de ce guichet qui a été clos en septembre 2020.
23. Il est important de noter que plusieurs pays partenaires ont été touchés par la dernière épidémie d'Ebola dans la région d'Afrique subsaharienne. Les données factuelles existantes, notamment les enseignements des ripostes des pays à la crise d'Ebola, ont permis de concevoir les interventions financées par le GPE.
24. En Afghanistan, l'apprentissage à distance est soutenu par le Fonds Éducation sans délai.
25. Ce financement en faveur des systèmes d'évaluation des acquis scolaires n'est fourni aux pays que par l'intermédiaire des financements accélérés COVID-19. Des ressources des financements de mise en œuvre ont aussi été affectées aux systèmes d'évaluation des acquis scolaires (voir au chapitre 1). Les financements accélérés COVID-19 répondent à des besoins spécifiques dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Par exemple, ils aident les pays partenaires à suivre et évaluer la qualité des apprentissages des élèves pendant et après les fermetures d'écoles causées par la COVID-19.
26. Pour en savoir plus sur ce financement, voir S. Dhar et C. Valenzuela, « Au Soudan, la pandémie de Coronavirus oblige les écoles à innover », Éducation pour tous (blog), Partenariat mondial pour l'éducation, 7 septembre 2020, <https://www.globalpartnership.org/fr/blog/au-soudan-la-pandemie-de-coronavirus-oblige-les-ecoles-innover>.
27. Pour en savoir plus sur ce financement, voir P. Danchev, « Zambie : un travail de fond pour relever les défis posés par le Coronavirus au secteur de l'éducation », Éducation pour tous (blog), Partenariat mondial pour l'éducation, 19 août 2020, <https://www.globalpartnership.org/fr/blog/zambie-travail-fond-relever-defis-poses-coronavirus-secteur-education-covid-19>.
28. Les pays suivants : Afghanistan, Cameroun, Djibouti, Kenya, Malawi, Myanmar, Ouganda, République centrafricaine, République du Congo, Somalie-Gouv. fédéral, Somalie-Puntland, Soudan, Tchad et Yémen ont prévu d'apporter un soutien aux réfugiés et aux enfants déplacés.
29. Le Bénin, par exemple.

FIGURE A.5.

ALORS QUE LES PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE SUPÉRIEURE DONNENT LA PRIORITÉ À L'APPRENTISSAGE DURANT LA PHASE D'ATTÉNUATION, LES PAYS À FAIBLE REVENU, QUANT À EUX, INVESTISSENT POUR QUE TOUS LES ENFANTS RETOURNENT À L'ÉCOLE.

Proportion moyenne des montants en dollars alloués à l'apprentissage, à l'équité et aux systèmes durant les phases d'atténuation et de relèvement, par catégorie de fragilité et par niveau de revenu



Source : Secrétariat du GPE.

Note : Les étiquettes de données au-dessus des barres indiquent la proportion allouée à l'atténuation (bleu) et au relèvement (vert chartreuse). PPFC = pays partenaires touchés par la fragilité et les conflits ; PFR = pays à faible revenu ; PRITI = pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, PRITS = pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure partenaires du GPE se retrouvent surtout parmi les petits États insulaires et les pays sans littoral en développement.

FONDS ALLOUÉS AUX DIFFÉRENTES PHASES DE LA RIPOSTE À LA PANDÉMIE : ATTÉNUATION ET RELÈVEMENT

Globalement, les activités menées au titre des financements accélérés COVID-19 le sont soit durant la phase d'atténuation (alléger les effets négatifs de la pandémie dans le domaine de l'éducation), soit durant la phase de relèvement (garantir que tous les enfants reprennent l'école quand ils pourront y retourner sans risque et renforcer la résilience des systèmes éducatifs). En moyenne, les pays ont consacré une part plus importante de leurs financements aux activités de relèvement (51 %) qu'aux activités d'atténuation (43 %). Toutefois, la proportion allouée à l'une ou l'autre des phases et à chaque domaine thématique variera en fonction de la fragilité et du niveau de revenu (figure A.5). Ainsi, les pays non-PPFC ont consacré une part plus importante de leurs ressources aux activités liées à l'apprentissage pendant la phase d'atténuation, tandis que les PPFC ont alloué plus de ressources aux activités concernant l'équité lors de la phase de relèvement. En moyenne, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont employé plus des deux tiers

(69 %) de leurs financements à assurer l'apprentissage à distance durant la fermeture des écoles lors de la phase d'atténuation. En revanche, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, une proportion plus considérable des ressources a été consacrée aux efforts de relèvement. Certains pays à faible revenu ont investi 29 % de leur financement dans des activités liées à l'équité durant la phase de relèvement, pour s'assurer que tous les enfants retournent à l'école le moment venu dans des conditions de sécurité.

SITUATION GLOBALE DE LA MISE EN ŒUVRE DES FINANCEMENTS ACCÉLÉRÉS COVID-19

Il est demandé aux pays et aux agents partenaires de rendre compte tous les trois mois de l'avancement des financements accélérés COVID-19 afin de tirer systématiquement les enseignements de la mise en œuvre des financements et de l'évaluation périodique de la performance des financements. En juin 2021, les

progrès de la mise en œuvre ont été jugés moyennement satisfaisants ou mieux pour 56 des 59 financements pour lesquels au moins une enquête de suivi a été soumise et vérifiée par le Secrétariat (95 %)30. Deux financements ont été jugés modérément insatisfaisants et un autre est apparu insatisfaisant31. Ces enquêtes ont montré que les principales activités prévues durant les phases tant d'atténuation que de relèvement avaient considérablement progressé32. Concernant les efforts d'atténuation, les activités liées à l'apprentissage à distance soutenues par les financements ont atteint 40 millions d'enfants au total jusqu'ici. Dans le domaine du relèvement, 116 000 établissements scolaires ont reçu une forme ou une autre de soutien du financement accéléré COVID-19 et ont réussi à rouvrir leurs portes.

S'agissant des flux financiers, sur les 467 millions de dollars approuvés, 466 millions de dollars avaient déjà été remis aux agents partenaires en juin 202133. En ce qui concerne les 59 financements pour lesquels des données de suivi sont disponibles, 188 millions de dollars34 (47 % du montant total approuvé pour ces financements) avaient été utilisés par les agents partenaires35.

A.4. COORDINATION MONDIALE ET RÉGIONALE, APPRENTISSAGE ET PARTAGE DES CONNAISSANCES

Durant la pandémie, le GPE a activement tiré parti du pouvoir de la coordination multisectorielle et multipartite, et cultivé l'apprentissage et le partage des connaissances à l'échelle mondiale et nationale afin de faciliter la riposte et les efforts de relèvement.

FINANCEMENT MONDIAL POUR LA CONTINUITÉ DE L'APPRENTISSAGE

Dans le but d'aider les pays partenaires à adopter des stratégies et des mesures fondées sur des données factuelles afin de faire face à la pandémie, le GPE a alloué 25 millions de dollars à l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale pour mettre en œuvre conjointement le programme sur la continuité de l'apprentissage. Ces agents partenaires ont été choisis après qu'une invitation ouverte avait été adressée aux partenaires du GPE. Le choix d'utiliser trois agents partenaires au lieu d'un seul a été fait dans le souci d'améliorer la coordination dans la riposte mondiale du secteur de l'éducation à la pandémie et de gérer avec efficacité les efforts entrepris par les agences36.

Le financement comprend une série d'activités regroupées sous trois composantes principales : coordination mondiale et régionale ; continuité de l'apprentissage à grande échelle au profit des plus marginalisés ; et suivi, données factuelles, qualité de l'apprentissage et préparation aux situations d'urgence futures. Le financement prévoit une phase d'expérimentation dans 48 pays partenaires, mais il bénéficiera à terme à l'ensemble des partenaires. Les activités du financement visent l'arrimage à d'autres instruments du GPE, notamment les pôles régionaux du Mécanisme de partage des connaissances et d'innovation (KIX), et l'organisation de réunions conjointes ainsi que la mutualisation des efforts de diffusion de l'information.

Le financement a progressé globalement de manière satisfaisante sur le plan de ses trois composantes37. En fin janvier 2021, le montant total utilisé au titre du financement s'élevait à 8,1 millions de dollars. Les réalisations les plus importantes sont, entre autres, le lancement de la plateforme régionale d'apprentissage en ligne sur des ressources éducatives de qualité (Imaginecole)38 ; la préparation de

30. L'évaluation de la performance globale des financements tient compte non seulement des progrès de chacune des composantes du programme, mais aussi de la gestion du programme, de la gestion financière, des approvisionnements, du suivi-évaluation et des décaissements réels par rapport aux décaissements prévus. La performance est alors jugée très satisfaisante, satisfaisante, modérément satisfaisante, modérément insatisfaisante, insatisfaisante ou très insatisfaisante.
31. Les raisons pour lesquelles le financement a été jugé insatisfaisant sont liées à la prolongation de la fermeture des établissements scolaires qui s'est traduite par le report des activités prévues après la réouverture de ces établissements et la capacité limitée du personnel à suivre la mise en œuvre du programme.
32. Les réponses à l'enquête de suivi sont autodéclarées.
33. Il est prévu de décaisser un million de dollars en faveur de l'OECD en juillet 2021.
34. C'est le montant total utilisé à fin juin 2021 pour les financements pour lesquels une enquête de suivi a été soumise et vérifiée. Il est différent du montant utilisé au titre des financements accélérés COVID-19 présenté au chapitre 5 et à l'annexe J qui indiquent les montants utilisés en juin et décembre 2020.
35. Dans certains pays, les activités avançaient en dépit de la faible utilisation apparente des ressources. En effet, des accords de financements rétroactifs sont appliqués pour certains des financements accélérés COVID-19 ayant pour agent partenaire la Banque mondiale, ce qui permet aux pays d'utiliser jusqu'à 40 % du montant du financement jusqu'à 12 mois avant la signature effective de l'accord de financement. Pour en savoir plus, voir GPE, *Rapport 2020 sur les résultats des financements*.
36. L'UNESCO pilotait les interventions relatives au suivi, aux données factuelles, à la qualité de l'apprentissage et à la préparation aux situations d'urgence futures, de même que les efforts concernant la coordination mondiale et régionale. L'UNICEF et la Banque mondiale dirigent conjointement les activités portant sur la continuité de l'apprentissage à grande échelle pour atteindre les enfants les plus marginalisés. Le financement d'un montant total de 25 millions de dollars a été décaissé en trois tranches aux trois agents partenaires du financement mondial pour la continuité de l'apprentissage : la première tranche (7,5 millions de dollars) a été approuvée en avril 2020, la deuxième tranche (12,5 millions de dollars) en juin et la dernière tranche (5 millions de dollars) en septembre. Le financement est géré dans une démarche adaptative, le comité de pilotage du financement se retrouvant tous les six mois pour examiner les progrès par rapport aux cibles à la lumière des données collectées périodiquement, et pour mieux régler la mise en œuvre.
37. En janvier 2021, trois enquêtes périodiques avaient été soumises par les bénéficiaires des financements sur les progrès de la mise en œuvre de ces financements : deux enquêtes bimensuelles (juillet et septembre 2020) et une enquête semestrielle (novembre 2020).
38. Imaginecole est une plateforme régionale d'apprentissage en ligne pour 6,6 millions d'apprenants francophones d'Afrique du Centre et de l'Ouest. Voir <https://imaginecole.africa>.

quasiment toutes les ressources pratiques nécessaires aux pays dans le cadre de leur programme Read@Home³⁹ ; l'élaboration d'un ensemble de lignes directrices et de boîtes à outils de même que d'outils sur l'apprentissage à distance à l'intention des parents ; et l'élargissement de la plateforme en ligne Learning Passport⁴⁰.

AUTRES ACTIVITÉS DE PARTAGE DES CONNAISSANCES ET DE SENSIBILISATION DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19 PAR LES MÉCANISMES KIX ET L'ÉDUCATION À VOIX HAUTE

En novembre 2020, le mécanisme de partage de connaissances et d'innovations (KIX) du GPE a lancé un nouvel observatoire des ripostes des systèmes éducatifs africains à la COVID-19⁴¹. Financé pour une période de 18 mois, ce nouvel observatoire qui vise à promouvoir l'apprentissage continu recueille et diffuse les données factuelles sur la manière dont les pays partenaires du GPE en Afrique règlent les problèmes systémiques que pose la pandémie. Par exemple, en janvier 2021, l'observatoire du KIX pour la COVID-19 a publié une note d'information sur l'enseignement et le bien-être de l'apprenant pendant la pandémie de COVID-19⁴². L'observatoire a aussi rassemblé des données sur les principaux effets de la non-scolarisation due à la fermeture des établissements scolaires sur les enfants les plus marginalisés et les filles. De surcroît, les quatre pôles du KIX ont organisé plusieurs exercices de partage des connaissances à l'intention des pays partenaires⁴³.

La société civile s'est adaptée à cette longue pandémie grâce au soutien du GPE. Il ressort d'un rapport d'avancement récent⁴⁴ de la mise en œuvre de l'Éducation à voix haute que la société civile s'est mobilisée pour contribuer (par voie virtuelle) au partage des connaissances, au plaidoyer et à l'élaboration des politiques éducatives, en sensibilisant davantage à une éducation inclusive et de qualité⁴⁵. En dehors de ses interventions au travers du KIX et de l'Éducation à voix haute, le GPE a collaboré directement avec les acteurs nationaux et mondiaux pour veiller à mobiliser les outils et les savoirs pertinents afin que tous les partenaires fassent front ensemble à la crise⁴⁶.

POUR LA SUITE

Alors que les pays partenaires font face aux derniers soubresauts de la pandémie et passent à la phase de relèvement, l'ensemble du partenariat restera résolument à leurs côtés pour mettre en place des systèmes éducatifs résilients et rattraper le terrain perdu en matière d'accès équitable et d'apprentissage. Un rapport d'évaluation de l'appui apporté par le GPE durant la crise de COVID-19 sera publié au troisième trimestre de 2021. Le rapport présentera non seulement la manière dont le GPE a aidé les pays à répondre à la pandémie et à ses effets persistants sur l'équité de l'accès et la qualité de l'éducation, mais aussi les enseignements que l'on pourrait tirer sur la résilience des systèmes éducatifs et leur adaptabilité aux chocs et crises à plus long terme (voir encadré A.3).

39. Treize pays ont été choisis pour participer à la première vague de Read@Home : Cameroun, Djibouti, El Salvador, Honduras, Îles Marshall, Macédoine du Nord, Mozambique, Niger, Ouzbékistan, Philippines, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal et Soudan. Voir <https://www.worldbank.org/en/topic/education/brief/read-at-home>.
40. Le « Learning Passport » (passeport pour l'apprentissage) est une plateforme disponible en ligne, hors ligne et sur mobile qui permet d'avoir continuellement accès à une éducation de qualité. Sa flexibilité et son adaptabilité permettent aux pays de l'adopter facilement et rapidement comme leur système national de gestion des apprentissages ou de l'utiliser pour compléter les plateformes numériques d'apprentissage existantes. Voir <https://www.learningpassport.org/>.
41. L'observatoire est dirigé par un consortium composé de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), le Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique de l'Union africaine (UA/CIEFFA) et l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). Plus d'informations à l'adresse <https://www.gpekix.org/project/observatory-covid-19-responses-educational-systems-africa>.
42. KIX COVID-19 Observatory, *Teaching and Learner Well-Being During the COVID-19 Pandemic* (Washington : Partenariat mondial pour l'éducation, 2021), <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2021-02-GPE-KIX-brief-teaching-learner-well-being-covid.pdf>.
43. Par exemple, en novembre 2020, le pôle Afrique 19 du KIX a donné aux représentants du Lesotho, du Malawi et de la Sierra Leone la possibilité de présenter par voie virtuelle à d'autres acteurs concernés les réponses qu'ils ont apportées en matière d'enseignement/d'apprentissage, les difficultés rencontrées et les succès enregistrés. En février 2021, le pôle Amérique latine et Caraïbes du KIX a organisé une discussion sur les défis et les opportunités de l'après-pandémie pour les systèmes éducatifs des pays des Caraïbes orientales.
44. Éducation à voix haute, *Rapport de situation, juillet 2020 : Interventions face au COVID-19* (Washington : Partenariat mondial pour l'éducation, 2020), https://educationoutloud.org/sites/default/files/2021-02/EOL_StatusReportJuly2020_Web.pdf. Vous trouverez un aperçu des conclusions ici : <https://educationoutloud.org/status-report-july-2020-interventions-face-covid-19>.
45. Par exemple, après une enquête rapide sur les conséquences de la COVID-19 sur l'éducation, la Campagne pour l'éducation populaire (CAMPE), la Coalition nationale de l'éducation du Bangladesh, a organisé un webinaire pour participer au dialogue sur les politiques éducatives au sujet d'une éducation inclusive et de qualité. Près de 120 personnes ont participé au webinaire, notamment les hautes autorités publiques, les législateurs, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile. CAMPE a ensuite profité de la dynamique impulsée par le webinaire pour présenter des requêtes concrètes au gouvernement concernant notamment le financement de l'éducation et un nouveau plan de relance.
46. Il s'est agi par exemple d'un dialogue virtuel des ministres en mai 2020 sur les enseignements de l'expérience de la Sierra Leone dans la riposte à la crise d'Ebola ; d'une série d'ateliers avec 13 pays partenaires en octobre 2020 sur une planification hypothétique à plus long terme et sur la simulation des effets potentiels de la COVID-19 sur les systèmes éducatifs ; et d'un dialogue avec l'UNICEF et d'autres partenaires (dont Africa Centers for Disease Control and Prevention, USAID et l'OMS Afrique) sur la préparation de la réouverture des écoles et la sécurité au début de 2021.

ÉVALUATION INITIALE DE LA RÉPONSE APPORTÉE PAR LE GPE À LA COVID-19

Pertinence du soutien du GPE et des mécanismes de requête de financement : les financements du GPE sont jugés être accordés rapidement, puisque 32 jours calendaires s'écoulent, en moyenne, entre la soumission d'une requête et son approbation. Ainsi que l'a noté l'une des parties prenantes, « le GPE a répondu à un besoin important ... rapidement et efficacement ». Cette efficacité tient à un certain nombre de facteurs, notamment l'avantage procuré par le mécanisme de financement accéléré antérieurement mis en place par le GPE, et la qualité des requêtes, grâce en partie au niveau suffisant des capacités des parties prenantes et des institutions dans les pays. L'existence de directives et de normes ainsi que de processus de financement reproductibles/traçables du GPE en réponse à la COVID-19, aide aussi les partenaires à soumettre de manière efficiente des requêtes pertinentes et de qualité. Le processus de financement se caractérise de surcroît par sa souplesse, très appréciée par les partenaires notamment en raison de l'évolution aussi bien de la pandémie que des besoins des pays. Le modèle opérationnel du GPE faisant intervenir de multiples parties prenantes, il est possible de tirer parti des points forts de nombreuses organisations pour fournir un appui aux pays partenaires, en habilitant les autorités nationales à s'approprier le processus. Si l'approche de financement initiale, qui donnait lieu à l'octroi des ressources dans l'ordre de réception des requêtes, n'a pas été jugée adéquate, l'approche fondée sur les besoins qui l'a remplacée a reçu un accueil favorable. Enfin, l'importance des prérequis du GPE concernant la soumission de données fiables et en temps voulu et la transparence a été dûment notée, bien que les parties prenantes souhaitent qu'un meilleur équilibre soit assuré entre ces prérequis et la présentation de rapports établis en fonction du contexte.

Type et pertinence des interventions : les mesures d'atténuation et de relance ont représenté, respectivement, 39 % et 61 % des interventions dont le coût a été établi. L'accent a été mis en particulier sur les technologies de l'information et des communications dans l'ensemble des financements des pays, bien que les difficultés liées au contexte (par exemple en ce qui concerne l'alimentation électrique et l'accès à l'Internet) aient eu des répercussions négatives sur la mise en œuvre des initiatives correspondantes. Le prérequis des financements du GPE constitué par la formulation d'un plan d'intervention national clair et complet en réponse à la COVID-19 favorise la poursuite d'une approche cohérente par les pays partenaires. La pandémie a toutefois fait ressortir les points faibles déjà recensés au niveau, entre autres, des systèmes éducatifs –comme les disparités entre les genres et d'autres formes de marginalisation – et a accru la nécessité d'y remédier. Elle a également clairement montré à quel point il importe que les systèmes puissent s'adapter et se préparer à des crises futures. Fait encourageant, l'appui du GPE semble avoir contribué quelque peu à renforcer les systèmes de certains pays ainsi que leurs capacités à long terme. Les financements accélérés accordés par le GPE dans le contexte de la COVID-19 ont ainsi contribué à faire face à des situations très difficiles : l'apport d'une réponse aux besoins pressants dus à la situation d'urgence et la possibilité d'un retour à l'école dans de bonnes conditions de sécurité ont permis de maintenir l'orientation des (autres) financements en cours du GPE sur les objectifs d'éducation à long terme.

Efficience et efficacité (initiale) de la mise en œuvre des financements : la plupart des financements accélérés accordés par le GPE en réponse à la COVID-19 ont été mis en œuvre dans un délai d'un mois à compter de leur date d'approbation. Les retards observés pour certains financements ont tenu à des facteurs extérieurs, tels que des problèmes de passation de marchés, une restructuration au niveau des autorités publiques ou la prolongation des fermetures des établissements scolaires. À la fin de mai 2021, les progrès accomplis avaient été jugés modérément satisfaisants ou mieux dans le cas de 56 financements, et modérément insatisfaisants ou moins bons dans le cas de 3 financements. Par ailleurs, 100 % des financements avaient été décaissés (par le GPE en faveur des agents partenaires) et 47 % de ces derniers avaient été utilisés (par les agents partenaires pour les bénéficiaires). Il importe de noter plusieurs pratiques novatrices et les succès remportés dans des domaines essentiels (les résultats des apprentissages, l'accès à l'éducation, l'égalité des genres, les enseignants et la qualité de l'enseignement) ainsi que les résultats produits par les partenariats innovants forgés avec le secteur privé. L'appui du GPE a, de surcroît, favorisé la coordination à l'échelle mondiale, régionale et nationale, ainsi que le partage des enseignements et des connaissances entre les partenaires, bien que la collaboration entre secteurs soit demeurée limitée et que la participation des communautés ait été insuffisante dans certains contextes. Il importera également d'examiner de manière plus approfondie les différences entre les services assurés et de déterminer si ces derniers sont, ou non, utilisés, ainsi que la portée effective des interventions du GPE et les connaissances acquises par les enfants grâce à ces dernières.